

THEME 3

Jusqu'ou laisserons-nous passer ces haines ?

Violents, humiliants, haineux : les propos et les actes à l'encontre de nos concitoyen-nes de confession musulmane en raison de leurs croyances et pratiques religieuses se multiplient sans que nous soyons en mesure d'empêcher l'inacceptable.

Bien sûr il y a eu l'odieux comportement de l'élu RN du conseil régional de Dijon, mais le RN se permet cela en prenant appui sur un climat entretenu dans les médias et par des politiques.

Le gouvernement porte une lourde responsabilité dans cette affaire, en ce qu'il légitime et libère la parole raciste. Les derniers propos du président de la République avec son appel à la vigilance et au repérage des « signaux faibles » alimentent une suspicion généralisée envers les musulmans. Et c'est le ministre de l'intérieur qui a listé « les signes de radicalisation » à signaler : des gestes de la pratique banale et quotidienne de l'Islam ! De même JM Blanquer continue d'affirmer que les mères voilées ne seraient pas les bienvenues dans les sorties scolaires, en contradiction avec la loi en vigueur et stigmatisant une partie des parents d'élèves en raison de leur religion. La FSU doit condamner sans ambiguïté tous ces propos et actes islamophobes et exiger que soient rappelés les principes de la loi de 1905 sur la laïcité.

« Des plateaux télé dans leur course au buzz et à l'audience permanente, de nos rangs d'élus et de décideurs avides de gains électoraux, sans parler de nos sphères privées elles aussi imprégnées d'intolérances, jusqu'à quand allons-nous accepter que des citoyennes, des citoyens soient insultés, agressés, attaqués, stigmatisés en raison de leur religion ? Jusqu'à quand allons-nous accepter que la laïcité, socle de notre République, soit instrumentalisée pour le compte d'une vision ségrégationniste, raciste, xénophobe, mortifère de notre société ? Acceptons-nous de nous laisser sombrer collectivement ou disons-nous stop maintenant, tant qu'il est encore temps ? Jusqu'ou pouvons-nous tolérer encore ces discours et actes de haine contre une partie de nos concitoyens ? Que laisserons-nous passer demain ? Qu'expliquerons-nous à nos enfants lorsque, dans quelques années, ils nous demanderont, à juste titre : « Qu'aviez-vous fait ? »

Cette tribune publiée dans le Monde a été signée par 90 personnalités et plus de 150 000 personnes en 2 jours ! Elle montre que des forces existent pour faire un travail de conviction en direction de la population pour stopper la haine.

Sophie Abraham (EE/Snuipp) Grégory Bekhtari,(EE /Snesup) Antoine Chauvel, (EE/ Snuipp) Sophie Zafari (EE /Snuipp)

Droits des LGBTI : une question syndicale à (ré)investir

Le texte préparatoire (III.1.1.d) se félicite d'une évolution des mentalités (malgré l'augmentation des actes LGBTIphobes). Si tel est le cas, c'est le fruit du travail des associations et des Marches des Fier-tés qui oeuvrent sans relâche à ce que le droit et l'égalité avancent. Mais nous sommes loin du compte : outre les conditions imposées aux hommes gays pour le don du sang, le sort réservé aux trans et intersexes, la quasi-impossibilité d'adopter pour les couples d'homosexuel-les, la question de la filiation soulevée par la PMA montre une fois de plus que les lois « bio » ne sont pas toujours « éthiques ».

En effet, la loi ne fait pas cas des personnes trans et intersexes en capacité de porter un enfant mais dont le genre civil est masculin. Cela n'est pas sans rappeler le cliché des LGBTI stériles qui n'a toujours pas disparu dans la société. De plus, l'acté notarié (la DAV) uniquement demandé aux couples lesbiens relève de la pure discrimination entre parents hétéros et lesbiens. La FSU doit donc demander l'accès à la PMA sans conditions, peu importe le genre ou l'état civil.

De manière générale, la FSU doit (re)prendre à bras le corps les questions LGBTI qui ne relèvent pas « d'enjeux », comme le titre le

texte préparatoire, mais de batailles politiques et syndicales pour obtenir l'égalité des droits dans la société, dans la rue, dans l'entre-prise, à l'école.

Or, au fil des années, nous voyons que l'investissement de l'organisation dans les collectifs ou les Marches

est en recul, comme si ces questions étaient secondaires ou « réglées », alors que nous savons qu'y compris au sein des organisations militantes des dérives sont possibles (cf. scandales à FO sur la vie privée des militant-es). La FSU doit donc se donner les moyens de reconstituer un secteur et un réseau militants, en capacité de créer des outils (brochures, tracts...) afin d'alimenter la réflexion. La CGT a su le faire, pourquoi pas nous ? Or, nous avons une responsabilité, notamment en tant que fédération majoritaire dans l'Education nationale (agent-es, usager-es et élèves étant tou·tes concerné-es par ces questions qui traversent la société).

Bien sûr, il ne s'agit pas de tomber dans le marchandising syndical, comme le fait la CFDT avec ses distributions massives de préservatifs lors des Marches. Bien sûr, les débats qui traversent les organisations LGBTI nous questionnent mais à l'heure de la réaction, alimentée par de nombreux courants nationalistes ou religieux, de quel côté devons-nous nous positionner ?

Fleury Drieu (SNUIPP-ÉE) et Marc Rollin (SNES-ÉE)

La violence d'État : un outil politique aux mains du gouvernement.

Le 21 juin 2019 à Nantes plusieurs jeunes sont tombé-es dans la Loire suite à une charge policière violente effectuée sans discernement et en pleine nuit. Le corps de Steve Maia Caniço sera repêché un mois plus tard.

Comme pour celles d'Adama Traoré, de Zineb Redouane, la mort de Steve est devenue un symbole, victimes d'une police qui se sent autorisée à tous les abus car couverte jusqu'au plus haut sommet de l'État. Ces morts sont la suite logique des incidents graves qui se sont déroulés ces dernières années durant tous types de mouvements sociaux. Elles sont révélatrices d'interventions policières illégitimes, violentes, toujours plus répressives : pour obtenir le retrait des zadistes à NDDL, le gouvernement Ayrault envoie l'armée; pour faire passer la loi de casse du code du travail, Valls nasse et réprime toute manifestation.

Ce processus désormais rôdé trouve son paroxysme pendant le mouvement des Gilets Jaunes : mutilations, éborgnements, matraquages, arrestations sommaires... Lors du défilé du 1er mai dernier ce sont les syndicats qui seront réprimés par les CRS.

Les politiques libérales ne font qu'aggraver les inégalités et accentuer la misère sociale. L'État et ses représentant-es n'en supportent pas la contestation. Ils voudraient mener sans opposition les démantèlements des droits des salarié-es, comme des libertés individuelles.

La violence est l'outil que l'État utilise dès lors que son projet libéral ne rencontre pas le soutien majoritaire de la population. La répression, l'autoritarisme, les lois liberticides deviennent les moyens d'arriver à ses objectifs.

De plus la quasi-impunité des membres de la police coupables de violences interroge sur l'indépendance de la justice, garante des libertés. Nous devons le dénoncer systématiquement et les faire connaître autour de nous.

Et si l'on parle de violences partagées, est-il besoin de rappeler ici que la mission première des forces de l'ordre est de protéger les citoyen-nes et non de les empêcher de manifester en systématisant la violence ?

Le mouvement social est en danger face à la violence d'État, la fédération se doit de renforcer son action. Nous devons agir avec nos partenaires, afin que soient garantis le droit d'expression, de rassemblement et de manifestation ainsi qu'exiger l'interdiction des armes mutilantes, la fin de l'impunité des violences policières par la mise en place d'une juridiction indépendante et la suppression de la BAC.

Antoine Chauvel, Hervé Heurtebize, Bernard Valin Ecole Emancipée

Droit de vote et d'éligibilité des étranger-es

Au dernier congrès du Mans, la FSU avait décidé de mettre en débat la perspective d'aller vers le droit de vote et d'éligibilité des résident-es étranger-ères à toutes les élections.

Depuis plus de 30 ans, les gouvernements successifs ont promis d'octroyer aux « non communautaires » le droit de vote aux élections locales. Mais comme eux, Macron n'a fait que durcir les lois concernant

l'immigration. Dans le même temps, la société dans son ensemble est devenue perméable aux idées d'extrême-droite, le racisme est de plus en plus décomplexé et les étranger-es de plus en plus stigmatisé-es.

Il convient de lutter contre ces discriminations autrement que par des incantations.

Comme les Français-es, les étranger-es résidant en France paient des impôts, participent à la solidarité nationale, à la vie économique, sociale, culturelle et associative., tout cela sans pouvoir y voter ni y être élu-es !

Seul-es les étranger-es issu-es de l'UE ont ce droit aux élections locales. On entend souvent que les élections législatives sont celles de la représentation nationale, donc qu'il est légitime d'en exclure les résident-es qui n'ont pas la nationalité française et qu'il faut plutôt se battre pour leur accès à cette nationalité. Cette conception de la citoyenneté adossée à la nationalité s'oppose à celle que la FSU doit défendre : la citoyenneté de résidence. Celle qu'on devrait posséder comme un droit fondamental issu de la tradition de la Déclaration des Droits de l'Homme et de la Commune (qui comptait des étranger-es dans son gouvernement) ; à partir du moment où on réside dans un pays dans la durée et qu'on a rejoint une communauté de destin, peu importe ses origines ou son héritage.

Si nous voulons une société plus juste, tous les étranger-es doivent pouvoir prendre part au débat démocratique et donc participer aux décisions politiques.

Au niveau local, certes, mais aussi au niveau national car c'est à ce niveau que se font les grands choix de société. S'ils et elles ont le devoir de financer la politique, ils et elles doivent avoir le droit de la décider...

Donner le droit de vote et d'éligibilité à tou-tes les étranger-es à toutes les élections serait un signe fort envoyé aux millions d'étranger-es qui vivent en France depuis des années.

Toutes et tous égaux-ales en devoirs, nous devons être toutes et tous égaux-ales en droits.

Amandine Cormier (SNES), Grégory Bekhtari (SNEsup) pour l'EE

Sortir du nucléaire, partout, complètement.

Les mandats que la FSU s'est donnés au Mans sur le sujet du nucléaire sont bien sûr le fruit d'un compromis entre ses différentes composantes.

Mais l'heure est grave : entre le coût exorbitant et la sécurité toute relative des EPR, les conditions de précarité des employé-es des centrales et l'âge déraisonnable de celles-ci dont on promet -et retarde ! - la fermeture ; entre les catastrophes, rebaptisées « accidents » qui ne seraient prétendument pas si graves et pas si fréquents (de Three Miles Island à Fukushima en passant par Tchernobyl), la question de l'extraction des minerais dans des pays exploités comme celles des quasi-esclaves qui y travaillent dans les mines et celle des déchets qui ne se pose pas qu'à Bure ; entre le mensonge du « 0-émission-de-gaz- à-effet-de-serre » (l'uranium ne se déplaçant ni par voiliers, ni à dos d'âne par exemple), le lobby nucléairolâtre surtout français et l'indépendance énergétique toute relative de pays rarement producteurs de matière première, on a tou-tes une bonne raison de vouloir s'en sortir, de vouloir en finir avec non seulement un gaspillage économique et écologique aberrant mais surtout avec une propagande qui ne jure que par une dépense énergétique toujours plus importante pour laquelle le nucléaire serait la seule réponse... sans se gausser de l'éolien, du solaire, de la biomasse par exemple (qui posent des problèmes, mais moindres tout de même) mais sans surtout jamais poser la question de la sobriété voire (attention, âmes sensibles, gros mot) de la décroissance.

Tout cela, c'est sans compter le nucléaire militaire, encensé par ses apologistes comme l'assurance de ne jamais être utilisé par essence (une pensée pour le prochain 75ème anniversaire des bombardements américains au Japon) mais défendu à des pays dangereux (nous, nous sommes civilisé-es...) qui ne se privent pas d'envoyer paître les interdits occidentaux du Pakistan à l'Inde en passant par la Corée du Nord, l'Iran ou Israël.

On nous rétorquera que le nucléaire, tout de même, c'est bien utile en médecine et dans la recherche fondamentale. Que la radioactivité, ça existe à l'état naturel et que tout est question de dosage. Que, vouloir se passer du nucléaire, c'est souhaiter le retour à la bougie, tarte à la crème de celles et ceux qui ne veulent

pas croire que des gens sérieux se sont, depuis un moment, penchés sur la question en proposant de vraies alternatives et des réflexions argumentées sur le sujet.

Michel Décha, Nantes, Ecole émancipée.

Construire une activité syndicale pour la transformation sociale et écologique.

Depuis un an, les « mobilisations Climat » sont entrées dans un nouveau cycle. Elles annoncent une reconfiguration profonde de la manière dont les questions écologiques et sociales seront posées à l'avenir. Les mobilisations sont massives et internationales avec 8 millions de manifestant·es dans le monde en septembre. Les messages se précisent, les causes et responsables du dérèglement climatique (gouvernements et multinationales) sont pointés du doigt. « La politique des petits pas » et les appels à la responsabilité de chacun·e de Macron n'ont aucune crédibilité tant sa politique va à l'encontre de ce qui est requis pour répondre à l'ampleur des crises. « Changer le système, pas le climat » répondent les jeunes générations.

Les réponses de « marché », l'intensification du libre échange, les politiques au service du capital et à l'accumulation des profits s'opposent à la satisfaction des besoins sociaux et environnementaux. La préservation de la planète et l'adaptation au dérèglement climatique déjà à l'œuvre impliquent une vision de long terme qui place l'écologie, la solidarité, l'égalité femme-homme, la justice, la démocratie, au cœur d'un projet collectif fondé sur un nouveau contrat social.

Un retour de l'action publique est impératif, pour que les investissements soient guidés par l'intérêt général et non par les lois du marché, accompagnée d'une révolution fiscale pour obliger les multinationales les plus polluantes à financer. En parallèle il s'agit de définir démocratiquement les besoins essentiels, développer les services publics et la sphère de la gratuité pour y répondre, tout en limitant ou interdisant les productions nocives pour notre éco-système.

Ce projet de transformation sociale doit s'accompagner de pratiques syndicales du quotidien, qui partent des questions posées par les défis environnementaux : sécurité et santé au travail, pratiques professionnelles et sens de notre travail au regard de ces défis, nouveaux droits (au transport, à un environnement de travail sain et adapté aux dérèglements climatiques) pour les salarié·es, moyens de contrôler les entreprises, etc.

Les défis environnementaux nous imposent de reconstruire la « double besogne » du syndicalisme de transformation sociale : des revendications immédiates, pour améliorer nos conditions et notre environnement de travail et de vie, adossées à un projet de transformation sociale et écologique anti-capitaliste pour faire que « répondre à l'urgence sociale et environnementale » ne soit pas qu'un slogan.

Julien Rivoire (Snesup-Fsu), Pierre Noël (Snuitam-FSU), Laurent Lagarde (SNUipp-FSU) pour l'Ecole Emancipée

Pour la construction de la grève féministe

Avec plus de 120 féminicides depuis le début de l'année 2019, presque 220 000 femmes victimes de violences physiques et/ou sexuelles chaque année, des inégalités salariales qui peinent à se résorber, le poids du patriarcat pèse encore énormément sur la vie quotidienne des femmes, tant dans la sphère privée que dans le monde du travail.

Au moment où le gouvernement a lancé son opération de communication avec le Grenelle des violences conjugales, force est de constater qu'il y a un véritable décalage entre les discours d'intention et les moyens mis en œuvre pour lutter contre toutes les violences faites aux femmes. A la place d'une politique volontariste pour éradiquer ces violences, le gouvernement supprime l'organisme qui les mesure (ONDRP), réduit les budgets des associations qui accompagnent les femmes victimes, ferme des centres IVG...

Dénoncer les violences faites aux femmes dans le cadre de la journée internationale du 25 novembre est une étape nécessaire mais pas suffisante. Rendre visible toutes les oppressions vécues par les femmes est une nécessité. De nombreux mouvements ayant émergé ces dernières années y ont contribué : metoo, balance ton porc, le mouvement pour l'égalité salariale (#5Novembre16h47 en 2019), NousToutes. Désormais avec le #Onarrêtetoutes, il faut passer à la vitesse supérieure et viser la construction d'une grève féministe.

A l'instar de ce que le MLF avait initié le 9 juin 1974, et des dernières grèves féministes réussies en Espagne (6 millions de grévistes, 500 000 manifestantes), en Belgique, en Suisse, en Grèce, en Argentine, il devient incontournable de faire avancer les revendications féministes sous une autre forme que les manifestations rituelles du 25 novembre et du 8 mars. Imaginons ce qui se produirait si le même jour en France, dans différents pays européens voire à l'échelle internationale, toutes les femmes cessaient de travailler (travail rémunéré, domestique) mais aussi de consommer ... C'est toute la société qui s'arrêterait de tourner !

Pour que le 8 mars prochain soit celui de la vague violette, pour dire STOP aux violences sexistes et sexuelles à l'égard des femmes, la FSU doit continuer à s'investir dans les collectifs qui contribuent à la construire nationalement et localement. Notamment dans le collectif « On arrête toutes » et impulser la construction de cette grève au niveau intersyndical.

Sophie Abraham (60), Amandine Cormier (93), Mary David (44), Fanny Gallot (93), Laurence Laborde (33), Anne-Marie Pavillard (retraîtée), Laurie Rohart (59), Céline Sierra (44), Valérie Soumaille (86), Valérie Tavernier (12) pour l'École émancipée.

Libéralisme autoritaire : un projet politique antisocial et antidémocratique

« Macron et Le Pen, c'est la même chose ! », « Le libéralisme est un fascisme » etc. Ces discours confus, très présents avant le second tour de la présidentielle de 2017, refont surface après la répression féroce du mouvement des Gilets Jaunes par le gouvernement. Évitions les raccourcis et caractérisons les choses. Le libéralisme économique – et sa version actuelle dite néolibéralisme – n'est pas un fascisme. En revanche, pour ce projet conçu par et pour les élites, en faveur de leurs droits et de leurs libertés à elles, la démocratie de masse a toujours été un obstacle à sa pleine mise en place. L'option d'un régime plus ou moins autoritaire est donc une voie qui n'est pas écartée par ses partisans, bien au contraire (voir les écrits de F. von Hayek).

Depuis son élection à la présidence, Emmanuel Macron met en œuvre ce projet sans la moindre nuance en mobilisant les institutions de la Ve République au service du développement du marché et du capital. La Ve République elle-même est un régime mixte et loin d'être une démocratie achevée. Ayant en soutien une majorité à l'assemblée, Macron détruit méthodiquement les protections sociales et les services publics sans qu'aucun contre-pouvoir institutionnel ne pèse sur lui. Il marginalise les syndicats en imposant la loi travail et en mettant fin au paritarisme. Quand la rue exprime le désaccord de la majorité de la population à sa politique, il utilise la police pour écraser la contestation sans le moindre respect pour l'intégrité physique des manifestant-es et fait voter des lois attentatoires aux libertés publiques collectives. Il y a bien aujourd'hui une pente autoritaire du gouvernement, qui assume de restreindre les droits et libertés démocratiques pour mieux réduire les droits sociaux. Cette démocratie en régression n'est certes pas équivalente à une dictature, règne de l'arbitraire et de la destruction systématique des organisations d'opposition, mais elle demande de repenser notre syndicalisme et son lien au mouvement social.

Pour reconquérir les droits sociaux et démocratiques perdus, lutter contre la répression et la criminalisation du mouvement social est bien sûr indispensable, mais renouveler les formes de ce combat dans des conditions pareilles l'est tout autant. Face au réchauffement climatique, des mouvements ont remis au goût du jour la désobéissance civile de masse pour faire pression sur les gouvernements. Pourquoi ne pas s'en inspirer pour défendre nos libertés face aux lois liberticides ?

Grégory Bekhtari (Snesup/EE)

Laïcité : s'élever contre le dévoiement islamophobe.

En France, le terme d'islamophobie fait débat alors qu'il est accepté dans le monde anglo-saxon, dans le milieu universitaire. Le concept d'islamophobie est critiqué parce qu'en utilisant le terme « islam », ce mot entretiendrait la confusion entre lutte contre les discriminations et critique d'une religion. Si le terme islamophobie est évidemment critiquable, ces objections le sont tout autant. La critique de la religion, tout à fait légitime, ne doit pas servir de paravent à la discrimination. Et des discriminations, des violences, nos concitoyen-nes musulman-es y sont confronté-es pas seulement par racisme mais bien à cause de leur appartenance réelle ou supposée à la religion musulmane. Comment nommer autrement qu'islamophobe le fait d'aller taguer ou mettre des têtes de cochons sur des mosquées ? Et refuser de nommer c'est ne pas reconnaître les victimes dans leur statut de victimes, c'est relativiser, c'est invisibiliser.

Refusant d'admettre leur islamophobie, des personnalités politiques dont Jean-Michel Blanquer, se sont érigées en défenseur-euse de la laïcité avec une obsession : le voile et les sorties scolaires. Instaurant volontairement une confusion entre usager-es, agent-es et accompagnant-es occasionnels, le Ministre de l'Education Nationale, au mépris de la jurisprudence, souhaite élargir le principe de neutralité, pilier de la laïcité.

De la neutralité, JMB n'en a pourtant guère fait preuve lorsqu'il déclare publiquement qu'il ne faut pas encourager les femmes voilées à accompagner les sorties scolaires.

Personne n'est dupe. D'un côté ces sinistres protègent l'enseignement privé, le rôle de l'Église catholique et de la religion chrétienne, de l'autre, ils-elles font des musulmans des bouc-émissaires de tous les délitements sociaux qui nous entourent. Les résultats de ce discours sont connus : 67 % des Français-es jugent la laïcité instrumentalisée et 49 % qu'on en parle qu'à travers l'islam selon l'observatoire de la laïcité.

Pour nous, il ne peut y avoir de confusion : les accompagnant-es ne sont pas des agent-es soumis-es à la neutralité. Le fragile équilibre laïc, tout comme le lien école-famille, ne peut être remis en cause à des fins discriminatoires.

Faire vivre la laïcité au quotidien en refusant tout prosélytisme c'est à la fois faire confiance à la professionnalité des professeurs des écoles, premier-es concerné-es, tout en refusant les logiques d'exclusion et de bouc-émissaires.

Sophie ABRAHAM (SNUipp-FSU), Grégory BEKTHARI (Snesup-FSU), Antoine CHAUVEL (SNUipp-FSU), Marie HAYE (Snes-FSU) pour l'Ecole émancipée.

En Catalogne comme partout dans le monde : défendre le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Après un procès politique de 8 mois, le Tribunal Suprême de l'État espagnol, qui s'inscrit dans l'héritage du franquisme et dont les observateurs-trices internationaux ont relevé les dérives et les anomalies, a rendu un verdict inique et totalement disproportionné qui vise à criminaliser les actions en faveur de l'autodétermination.

Ce droit qui a systématiquement été refusé par les gouvernements espagnols, est pourtant reconnu par toutes les Chartes et les droits internationaux.

L'enjeu n'est pas d'avoir un positionnement sur la question de l'indépendance, mais de dénoncer la gravité des attaques contre les droits, les libertés et contre la démocratie, qui ont lieu en Catalogne.

Le peuple catalan, dans toute sa complexité a, au moins pour partie, des aspirations qu'il faut écouter. Aspirations auxquelles la crise de 2008, particulièrement violente en Catalogne, et les réponses libéralo-autoritaires apportées par le Parti Populaire, n'ont pas su répondre. La montée de l'indépendantisme est, en effet le produit de la politique intransigeante du gouvernement central qui, au delà de la question nationale, veut restaurer les principes d'autorité, de grandeur de la nation, tout en défendant une vision néolibérale de l'économie. C'est le résultat d'un refus institutionnel de revoir la Constitution de 1978 qui, dès le départ, portait en elle les germes des conflits actuels. Ce sont aussi des républicains qui veulent en finir avec la monarchie et ce qu'elle représente.

Les organisations syndicales, y compris UGT et CCOOO, de l'État espagnol s'expriment clairement : c'est a minima un appel au dialogue, à réformer la constitution et à la fin de la répression qui émane de ces organisations quand ce n'est pas le droit au référendum qui est revendiqué.

Autant d'éléments qui doivent être pris en compte et permettre d'affirmer notre soutien à une solution négociée : il ne peut jamais y avoir de solutions répressives à des aspirations populaires a fortiori quand il s'agit du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Pour que ce dialogue ait lieu deux conditions seront nécessaire : il faudra que la répression s'arrête immédiatement et que les peines de prison soient annulées. Ensuite, au peuple de s'exprimer.

Comme l'énonçait la FSU à son congrès de Marseille : « il est de la responsabilité de la FSU de condamner toutes les atteintes au droit, aux libres choix des peuples ».

Antoine CHAUVEL (SNUipp-FSU), Marc Rollin (SNES-FSU), Sophie ZAFARI (SNUipp-FSU) pour l'Ecole Emancipée, Hervé HEURTEBIZE (SNUTER-FSU).

DE L'AIR, OUVREZ LES FRONTIÈRES !

La question des migrant-es est toujours d'actualité, non pas parce qu'il y a une « crise des migrant-es » mais parce qu'il y a une crise de l'accueil. Malgré le départ de Salvini, l'Italie n'accueille les bateaux qui sauvent les migrant-es en Méditerranée qu'au compte-goutte. Et le gouvernement d'Emmanuel Macron n'est pas mieux, ses actes envers les migrant-es et ceux de sa police n'ayant rien à envier à ceux du fasciste Salvini. Face à un climat raciste dans toute l'Europe, France comprise, je vous fais part de 11 points que nous avons élaboré cet été au Festival Passeurs d'humanité dans la Roya, avec des membres de Roya citoyenne, du BAAM (Bureau d'Accueil et d'Accompagnement des Migrant-es, basé sur Paris) et d'autres militant-es présent-es.

- L'ouverture immédiate des frontières
- La liberté de circulation et d'installation (article 13 de la DUDH) - L'arrêt des expulsions et le démantèlement des CRA
- L'accès au travail, à la formation, ainsi qu'à des cours de français pour tout-es, dès l'entrée sur le territoire
- La fin de l'application du règlement Dublin III et des accords bilatéraux.
- La régularisation immédiate de tout-es les sans-papiers.
- L'ouverture de places d'hébergement d'urgence et d'insertion via la réquisition des logements et locaux vides
- La fin de la liste des pays sûrs
- L'arrêt immédiat des ventes d'armes (exemples: zodiacs à la Libye)
- La reprise immédiate des sauvetages en mer
- La fin des contrôles au faciès et du harcèlement policier
- La fin de la preuve nécessaire de l'orientation sexuelle pour les personnes LGBTQI+

Il est temps que ce soient nos thèmes, nos idées, qui soient débattues et pas celles de l'extrême droite. Il est temps de reconquérir l'hégémonie culturelle !

Olivier Sillam (Snes/EE)